

## Irak: Biden demande aux diplomates d'aider à obtenir un compromis

**BAGDAD (AFP) - Le vice-président américain Joe Biden a assuré samedi que les diplomates américains oeuvreraient en vue d'une réconciliation politique en Irak, au lendemain d'une sévère mise en garde adressée aux dirigeants du pays.**



Le vice-président américain Joe Biden, le 4 juillet 2009 à Bagdad (© AFP - Ali al-Saadi)

"Nos diplomates et civils vont concentrer leurs efforts pour aider les Irakiens à faire le maximum afin d'aboutir à un compromis politique ouvrant la voie à la paix et à la sécurité", a dit M. Biden au troisième jour de sa visite en Irak.

Il s'exprimait sous une immense bannière étoilée lors d'une cérémonie de naturalisation de 237 militaires originaires de 59 pays, organisée sur une base américaine à Bagdad à l'occasion du 4 juillet, la fête d'indépendance américaine.

Ce compromis -qui tarde à venir en raison de profondes divergences entre communautés sunnites, chiites et kurdes- devrait permettre "de bâtir un gouvernement capable d'assurer la sécurité et d'offrir les services auxquels ont droit les citoyens d'Irak", a souligné le vice-président.

Devant les soldats qui, pour la plupart étaient résidents américains ne disposant pas de la nationalité quand ils se sont engagés, M. Biden a indiqué qu'il existait encore un long chemin à parcourir.

"Vous savez mieux que moi qu'il y a encore un énorme et dur travail à faire mais grâce à vous, les Irakiens commencent à prendre leur destinée en mains et nous allons commencer à vous accueillir au pays avec l'honneur et la gratitude que vous méritez", a-t-il dit.

Et, a-t-il lancé à l'audience rassemblée dans un palais de l'ancien président Saddam Hussein, "grâce à votre action et (aux) sacrifices, l'Irak se dirige vers un avenir de progrès et de prospérité après être sorti de la terreur et de la violence confessionnelle".

Washington, agacé par la lenteur des progrès sur le plan politique après une réelle amélioration de la situation sécuritaire, a accentué sa pression sur les autorités irakiennes.

M. Biden a lancé vendredi une mise en garde sans précédent à Bagdad, lors de ses rencontres avec les dirigeants irakiens, dont le Premier ministre Nouri al-Maliki qui doit se rendre prochainement aux Etats-Unis.

"Si la violence reprenait, cela changerait la nature de notre engagement. Il a été très direct sur ce point", a dit un haut responsable américain l'accompagnant. "Si, en raison des actions de différentes parties en Irak, le pays devait replonger dans la violence confessionnelle ou tomber dans la violence ethnique, alors ce n'est pas une chose qui nous permettrait de rester engagé car ce ne serait pas dans l'intérêt du peuple américain".

En tête des obstacles en Irak, figure l'intégration de la myriade de communauté et ethnies dans le processus politique, dont les anciens membres sunnites du parti de Saddam Hussein, le Baas, interdit par les Américains après leur invasion du pays en 2003 puis par le pouvoir chiite.

Beaucoup de sunnites, qui avaient rejoint l'insurrection, estiment qu'il s'agit de mesures d'ostracisme à leur égard. M. Maliki a rejeté leur réintégration, affirmant qu'ils "sont responsables de la destruction" de l'Irak.

Autre obstacle: les relations difficiles entre l'Etat fédéral et la région autonome du Kurdistan (nord). Elles concernent la répartition des richesses pétrolières et la "constitution" kurde qui devrait être ratifiée fin juillet, stipulant que la province multiethnique de Kirkouk doit être annexée au Kurdistan.

Les autorités du Kurdistan ont annoncé que M. Biden avait annulé un déplacement prévu dans cette région en raison d'une forte tempête de sable.